



## Jeunes et Sciences

LIONEL LARQUÉ, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INTERCULTUREL, ASSOCIATION FRANÇAISE DES PETITS DÉBROUILLARDS (FRANCE), RAPPORTEUR

Président :

Michel Claessens, chef d'unité adjoint, Commission européenne, rédacteur-en-chef de *Research\*EU*

Intervenants :

- Michel Claessens, chef d'unité adjoint, Commission européenne, rédacteur-en-chef *Research\*EU*

« *Jeunes Européens, science et technologie : qu'en pensent-ils ?* »

- Karin Hermansson, directrice de recherche, Vetenskap & Allmänhet (Suède)

« *Comment augmenter l'intérêt des jeunes pour la science ?* »

- Mudite Kalnina, haut fonctionnaire, National Youth Initiative Centre of the Ministry of Education and Science (Lettonie)

« *Le rôle de l'éducation périscolaire dans la promotion de l'intérêt des jeunes pour la science* »

En guise d'introduction, il était à noter que, mis à part la communication autour de l'Eurobaromètre, l'ensemble des expériences et analyses qui ont été portées à la connaissance des participants à cet atelier émanait du champ de l'éducation non formelle (y compris l'expérience lettonne). Ceci illustre deux dimensions de la question : une segmentation factice et peu opératoire entre formel et non formel ; peut-être une dynamique et des initiatives à caractère innovant plus répandues dans l'espace non formel (quoique fort probablement très sous-estimées).

Il n'y a aucun désintérêt des jeunes pour les carrières scientifiques. Cette affirmation, apparue notamment dans les disciplines de la physique et de la chimie au milieu des années 1990, se fondait sur des observations quantitatives : le nombre d'inscrits dans les filières. Si l'on s'en tient à ces chiffres, le constat semble bon. Or, en affinant qualitativement l'analyse, des éléments apparaissent :

- les métiers de la connaissance (comme en premier chef celui de chercheur) sont ceux qui jouissent de la meilleure image ; des métiers « qui font rêver » et auxquels on aspire (étude de Bernard Convert<sup>1</sup> par exemple) ;

- le choix de s'orienter vers d'autres carrières s'explique par quatre éléments principaux :

- des stratégies de formation des jeunes et de leur famille au regard de l'apparente (mais fausse) non rentabilité d'études longues,
- une sur-sélectivité des études scientifiques (bien réelles),
- un sentiment que ces études « sont trop dures pour moi » (impact de la très mauvaise image/confiance que les jeunes ont d'eux-mêmes),
- une politique d'emploi scientifique inexistante ; un taux de chômage jugé trop élevé et des perspectives de sous-emploi trop fortes,
- en dernier recours, des salaires pas à la hauteur des efforts individuels et familiaux consentis.

### **PAS DE DÉSINTÉRÊT POUR LES CARRIÈRES - UNE DÉSAFFECTION RÉFLÉCHIE MAIS PAS IRRÉVERSIBLE**

La question implicite posée à travers cet atelier était : comment résoudre le désintérêt des jeunes pour les carrières scientifiques. De nombreuses expériences comme celle de Suède ou de Lettonie montrent que des initiatives permettent d'apporter des éléments de réponse (comme mieux comprendre la représentation que les enfants et les jeunes se font des scientifiques ; mieux communiquer sur la « réalité » du métier de chercheur, travail « extraordinaire » réalisé par des gens « ordinaires », etc.). Mais en définitive en refusant de prendre de la hauteur analytique, il se peut qu'on apporte de bonnes réponses mais... à une autre question.

<sup>1</sup> *Les impasses de la démocratisation scolaire. Sur une prétendue crise des vocations scientifiques*, Editions Raisons d'Agir, octobre 2006

Ces traits saillants démontrent que nous n'avons pas affaire à un désintérêt mais à une désaffection. C'est-à-dire que des politiques publiques nationales et européennes pourraient tout à fait contrecarrer.

En conséquence le rapport *L'Enseignement scientifique aujourd'hui*<sup>1</sup> (rapport Rocard) qui priorise avant toute chose comme « la » solution une réforme des modes d'enseignement scientifique semble à la fois totalement insuffisant, et en très grande partie inadéquat. Il ne traite ni de la question de l'emploi scientifique, ni du contexte socio-économique (paupérisation des jeunes chercheurs, sous-investissement), il ne parle que de l'école (alors que le temps éducatif contraint à l'école ne compte que pour moins de 50% du temps éducatif global du temps de l'enfant), il se concentre sur les « *key sciences* » en ignorant superbement l'impact des sciences humaines et sociales dans les processus d'innovation contemporains, ne se nourrit d'aucune étude qualitative quant à la « nature de la jeunesse d'aujourd'hui », n'aborde pas la place gigantesque que les sciences opèrent dans le paysage mental des enfants et de leur famille dans « la sélection des élites ». Il apporte donc une bonne réponse très partielle toutefois (le besoin de réformer l'enseignement des sciences)... mais à une autre question : l'image des sciences dans le paysage mental des populations (le fameux « je n'ai pas du tout l'esprit scientifique »). La démarche expérimentale ne peut constituer une réponse-

se-valise à un contexte aux origines beaucoup plus complexes.

Si l'on ajoute à cet élément analytique des éléments du contexte de crise internationale, à savoir :

- la montée en puissance d'économies du sud induisant une raréfaction des capitaux disponibles dans nos régions,
- ceci expliquant (en petite partie seulement) un sous-investissement très important dans les métiers et l'emploi scientifique, technique et d'ingénierie,

alors un autre constat s'impose de lui-même : cette crise n'est pas seulement culturelle et éducative, elle est géopolitique et financière. Continuer à occulter ces dimensions du problème dans le lien « jeunes et sciences » nous semble manquer de maturité face aux enjeux.

#### LA NÉCESSITÉ D'UNE COLLABORATION POSITIVE ENTRE ÉDUCATION FORMELLE ET NON FORMELLE

Ni l'école, ni l'Université, ni aucune institution quelle qu'elle soit ne saura, seule, apporter des réponses à ces problèmes. L'école ne peut pas tout. L'Université pas davantage. La sous-estimation du rôle de l'éducation non formelle dans la formation

<sup>1</sup> *L'Enseignement scientifique aujourd'hui* : une pédagogie renouvelée pour l'avenir de l'Europe, groupe d'experts de haut niveau présidé par Michel Rocard, DG Recherche, Commission européenne, 2007 <http://ec.europa.eu/research/science-society>

intellectuelle et civique des jeunes de nos sociétés est dramatique. Elle est le fruit d'une idéologie « du monopole éducatif » anachronique.

Si l'on s'en tient au rôle du non formel et de l'informel dans l'alphabétisation des populations, on voit à quel point le malentendu est profond. La majorité des acteurs de l'éducation formelle est, en France par exemple, complètement convaincue que ce sont les grandes lois de l'éducation universelle (Guisot, Ferry, etc.) qui ont permis à la France de s'alphabétiser. Les études historiques montrent au contraire que 50 % des hommes étaient déjà alphabétisés et que Gutenberg et la Réforme ont été beaucoup plus utiles à la prise de conscience « spontanée » des populations de l'utilité de savoir lire et écrire que les politiques d'Etat qui ont permis en un temps très bref de généraliser cette avancée historique majeure.

En ce sens, la question posée aujourd'hui est - si l'on considère l'hypothèse que c'est une synergie et une cohérence entre tous les acteurs éducatifs d'une communauté qui peut apporter des réponses à la question de la « démographie dans le champ des métiers de la connaissance » (et donc pas simplement de la recherche) - : à quoi l'éducation non formelle peut être utile ? Il semble qu'elle peut apporter des réponses aux points suivants :

- améliorer la confiance des jeunes en eux-mêmes,
- nourrir/alimenter leurs motivations,
- faire le lien avec le monde professionnel,
- générer des espaces économiques pour de nouveaux emplois qualifiés (tiers secteur scientifique par exemple).

104

Thèmes  
et  
questions  
pour le  
dialogue